

Note d'orientation FDVA 2 2026

« Fonctionnement ou Innovation »

Le décret n° 2018-460 du 8 juin 2018 relatif au fonds pour le développement de la vie associative prévoit qu'il a pour objet de contribuer au développement des associations, notamment par l'attribution de concours financiers pour le financement global de l'activité d'une association ou la mise en œuvre de projets ou d'activités qu'elle a créés dans le cadre du développement de nouveaux services.

Le principal bénéfice attendu est le soutien du tissu associatif local et de son maillage territorial et dans toutes ses composantes sectorielles, l'accompagnement de ses projets à impact notable pour le territoire et contribuant à la consolidation du secteur associatif de ce territoire.

Distincte de la note d'orientation relative au soutien à la formation des bénévoles qui est un autre volet de financement du FDVA, la présente note d'orientation a pour objet de définir pour l'année 2026 les priorités de financement ainsi que les modalités de l'octroi des concours financiers pour le soutien au financement global ou à un ou plusieurs nouveaux projets ou activités des associations du département, sur décision du préfet de région après avis du collège départemental.

Elle précise les associations éligibles, les priorités concernant les actions pouvant faire l'objet d'un soutien, les modalités financières retenues, ainsi que la constitution du dossier de demande de subvention.

La lecture de la note d'orientation est vivement recommandée avant de présenter votre demande.

1. Éligibilité de l'association

Pour rappel, toute association se doit de répondre à minima aux conditions fixées par l'article 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations:

- Répondre à un **objet d'intérêt général**
- Présenter un mode de **fonctionnement démocratique** des instances de gouvernance (réunions régulières, renouvellement, respect des critères de mixité et d'inclusion des jeunes dans ces dernières)
- Respecter des règles de nature à garantir la **transparence financière**
- Souscrire au **Contrat d'Engagement Républicain** (CER) mentionné à l'article 10-1 de la présente loi et qui conforte le respect des valeurs de la République – *Voir annexe 3*

Les associations reconnues d'utilité publique sont réputées satisfaire à ces conditions.

Sont éligibles :

- Les associations régies par la loi 1901 dont le siège social est situé en Guyane, **à jour de ses déclarations** au Répertoire National des Associations (RNA) et possédant un numéro Siren ou Siret
- Les établissements secondaires d'une association nationale éligible, domicilié en Guyane, sous réserve de disposer d'un numéro Siret propre, d'un compte bancaire séparé et d'une délégation de pouvoirs de l'association nationale
- Les associations ayant au moins d'un an d'existence au plus tard à la date de la commission consultative régionale

Sont inéligibles :

- ✗ Les associations défendant ou représentant un secteur professionnel, tels que les syndicats régis par le Code du travail
- ✗ Les associations défendant essentiellement des intérêts particuliers (de ses adhérents uniquement par exemple)
- ✗ Les associations cultuelles, para-administratives, para municipales, ou finançant des partis politiques
- ✗ La gouvernance démocratique et la transparence financière ne pouvant s'apprécier à minima qu'après un an d'exercice et une première assemblée générale, les associations ayant moins d'un an d'existence ne sont pas éligibles.
- ✗ Les associations n'ayant pas leur siège en Guyane

2. Projets subventionnés

Attention : la demande de subvention ne peut s'inscrire que sur l'un des deux axes du FDVA 2 et les projets doivent débuter avant le 31 décembre de l'année pour laquelle la subvention a été demandée.

Axe 1 : fonctionnement global d'une association

Un financement pourra être apporté au fonctionnement global de l'association en cohérence avec son objet associatif (**hors investissement/amortissement**). Les demandes au titre du fonctionnement des associations comprennent le développement, la structuration et la pérennisation de l'association. Elles devront être étayées et justifier le besoin particulier d'un financement à ce titre.

Priorités pour cet axe :

- ✓ Associations non employeuses fonctionnant avec des bénévoles
- ✓ Associations employeuses ayant au maximum 2 équivalents temps plein travaillés
- ✓ Associations n'ayant jamais reçu d'aide au financement sur le FDVA2

Axe 2 : actions innovantes

Les projets présentés sur cet axe doivent être en cohérence avec l'objet de l'association et s'inscrire dans l'une des priorités ci-après.

Priorités pour cet axe :

■ Un projet associatif favorisant les coopérations, les partenariats ou les mutualisations renforçant, consolidant, développant le tissu associatif local dans les territoires, notamment ceux ruraux et/ou enclavés et particulièrement ceux situés dans l'Est et l'Ouest guyanais.

■ Un projet associatif ou inter-associatif dont l'action concourt:

- au dynamisme de la vie locale et à la participation citoyenne
- à la création/innovation de richesses sociales ou économiques durables à impact notable pour le territoire notamment ceux ruraux, moins peuplés, ou plus enclavés géographiquement
- à la promotion ou la diffusion de valeurs attachées à la citoyenneté, à la laïcité et d'une façon générale aux valeurs de la république
- à la mobilisation ou à la participation de bénévoles notamment réguliers, de volontaires, de citoyens et des personnes ayant moins d'opportunités ou en situation de fragilité
- à une innovation sociale, environnementale, économique ou sociétale en réponse à des besoins non couverts ou non satisfaits
- à favoriser le « tournant numérique » de la formation des bénévoles et/ou de l'engagement associatif tout au long de la vie

Seront plus particulièrement soutenues :

- Les projets qui concourent à développer une offre d'appui et d'accompagnement aux petites associations locales et à leurs bénévoles, sans cantonner l'appui aux membres de l'association ou des associations qui portent le projet : création et mise à disposition d'outils, mise en place d'espaces de rencontres et d'information, maillage de lieux ressources sur le

territoire, coopération inter-associative, etc. Les projets qui s'inscrivent dans la démarche GUID ASSO sont éligibles

Actions inéligibles :

- ✗ Les formations de bénévoles, de volontaires ou de salariés associatifs
- ✗ Les études, recherche-action, diagnostics...
- ✗ Les subventions d'investissement : c'est-à-dire le financement d'un bien contribuant à l'augmentation durable du patrimoine de l'association et comptabilisé comme tel (biens inventoriés et amortis)
- ✗ Les projets scolaires (voyages scolaires, actions pédagogiques à destination d'écoles ou dans le cadre scolaire / périscolaire)
- ✗ Projets événementiels ponctuels (foires, concerts, festivals, etc.)

3.Modalités financières

ATTENTION : Une subvention étant par nature discrétionnaire, il appartient à l'administration d'apprécier le caractère suffisant des justifications apportées et de fixer en conséquence le montant du concours financier apporté. Il n'y a AUCUN droit automatique à subvention.

- ⊕ L'aide sollicitée ne peut excéder 80 % du montant total du projet. Les sources de financements complémentaires pourront provenir de fonds propres, de fonds publics et/ou privés et doivent clairement apparaître dans la partie budget. La partie restant à charge (20 % au moins) doit donc provenir de ressources propres ou internes de l'association ou de financements externes, mais privés, dons de particuliers (y compris en nature) et partenariats avec des entreprises.
- ⊕ Les associations, non soumises à l'obligation de publication de leurs comptes et ayant bénéficié l'année antérieure d'une subvention au titre du FDVA, devront adresser le compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, Cerfa 15059 (fiches 1, 2 et 3), dans les six mois suivants la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.
- ⊕ Ce fonds n'est pas destiné à participer à l'équilibre de trésorerie d'associations connaissant des difficultés
- ⊕ Le montant maximum de la subvention attribuée sera déterminé par le nombre de projets éligibles à financer.
- ⊕ L'utilisation des subventions attribuées par l'État, une collectivité territoriale ou un établissement public peut faire l'objet de contrôles par l'autorité qui a accordé la subvention, et par les comptables supérieurs du Trésor, de l'inspection générale des

finances, de certains corps d'inspection et de la cour des comptes. Ces contrôles financiers visent à vérifier que les subventions ont été utilisées pour réaliser l'objectif fixé.

Rappel : *Les associations sportives notamment peuvent émarger sur d'autres fonds que le FDVA dans le cadre de projets de développement de leur pratique ou discipline, auprès du pôle sport de la Direction Culture, Jeunesse et Sport.*

4. Transmission des dossiers de demande de subvention

La qualité du dossier constitue un élément d'appréciation important d'une demande de subvention. Tous les champs libres doivent être complétés. Le dossier doit comprendre toutes les pièces nécessaires à son instruction et permettant d'en apprécier le bien-fondé en termes d'opportunités et de conditions d'organisation.

Transmission des demandes par télé procédure :

En ligne sur « **lecompteasso** »:

<https://www.associations.gouv.fr/le-compte-asso.html>

Code 3956

**Date limite : 08 mars 2026 17h00 heure de
Guyane dernier délai**

Par souci d'équité, aucun dossier hors délai ne sera accepté

En cas de difficultés, vous pouvez contacter le service instructeur par courriel à l'adresse :

fdva@guyane.gouv.fr

UN PEU D'AIDE !

Attention : Vérifier le dépôt de votre dossier au niveau régional Guyane.

Liste des pièces à fournir lors de la téléprocédure*

1. les statuts
2. la liste des dirigeants
3. le dernier rapport d'activité
4. le budget prévisionnel annuel de l'exercice courant
5. les comptes annuels de l'exercice précédent
6. le RIB impérativement au nom de l'association et à l'adresse de son siège ou de l'établissement demandeur

*Si vous avez déjà été financés en 2025, il n'est pas nécessaire de transmettre les pièces n°1 et n°2.

Points de vigilance

- ❖ mise à jour des obligations déclaratives (statuts, adresse, noms des responsables, numéro Siret)
- ❖ validité et conformité du RIB
- ❖ complétude des pièces demandées dans le dossier Cerfa 12156*06
- ❖ compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321, et relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration → Cerfa 15059-02 (*fiches 1, 2 et 3*), dans les six mois suivants la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée. *L'absence de production de ce document expose l'association, après mise en demeure et émission d'un titre de perception, à un reversement au Trésor public de la subvention perçue et non justifiée.*

NB : L'association conservera pendant au moins cinq ans à compter de la notification de la subvention les convocations, les relevés de présence et toutes pièces permettant le contrôle par l'administration des actions réalisées.

Lien pour toutes les informations relatives à la téléprocédure en vigueur

(Copier-coller dans le navigateur)

<https://lecompteasso.associations.gouv.fr/demander-une-subvention/>

Lien de téléchargement du formulaire pour le compte-rendu financier :

(Copier-coller dans le navigateur)

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623>

Annexe 1

Contrat d'Engagement Républicain (CER)

Contrat d'Engagement Républicain (CER)

Depuis le 1er janvier 2022, les associations et fondations sont soumises à une des mesures phares de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Toute association souhaitant bénéficier d'une subvention publique ou d'un agrément de l'État, doit s'engager à respecter les principes figurant dans un Contrat d'Engagement Républicain (CER).

Le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 fixe les modalités d'application de ces dispositions liées au CER inscrites à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000.

Celui-ci détermine le contenu du CER des associations bénéficiant de subventions publiques, fixe ses modalités de souscription et précise les conditions de retrait des subventions publiques.

Le dispositif vise les subventions en numéraire et en nature.

Le CER comprend les engagements suivants :

- ❖ Respect des lois de la république
- ❖ Liberté de conscience
- ❖ Liberté des membres de l'association
- ❖ Égalité et non-discrimination
- ❖ Fraternité et prévention de la violence
- ❖ Respect de la dignité de la personne humaine
- ❖ Respect des symboles de la république

L'association qui a souscrit le CER en informe ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet, si elle en dispose.

L'association veille à ce que le CER soit respecté par ses dirigeants, par ses salariés, par ses membres et par ses bénévoles.

Sont imputables à l'association les manquements commis par ses dirigeants, ses salariés, ses membres ou ses bénévoles agissant en cette qualité, ainsi que tout autre manquement commis par eux et directement lié aux activités de l'association, dès lors que ses organes dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient.

Les engagements souscrits au titre du CER sont opposables à l'association à compter de la date de souscription du contrat.

Est de nature à justifier le retrait d'une subvention, en numéraire ou en nature, un manquement aux engagements souscrits au titre du CER commis entre la date à laquelle elle a été accordée et le terme de la période définie par l'autorité administrative en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'activité subventionnée en cas de subvention affectée. Le retrait porte sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement.

Annexe 2

Création du compte association « lecompteasso »

Avant d'utiliser « lecompteasso », nous vous conseillons d'utiliser la dernière version des navigateurs Google Chrome, Firefox ou Opera, ce qui nécessite peut-être d'effectuer une mise à jour de votre navigateur et visionnez les tutoriels disponibles sur www.associations.gouv.fr/le-compte-asso.html.

Munissez-vous au préalable

- De votre **numéro RNA** (numéro commençant par W et suivi de 9 chiffres) Ce numéro figure sur le dernier récépissé délivré par la préfecture
- Du **numéro de Siret** de votre association ou de l'établissement secondaire. Attention : ce numéro doit être mis à jour pour toute modification d'adresse ou de dénomination
- Du **Rib scanné** de l'association ou de l'établissement secondaire. L'adresse du siège de l'association (ou de l'établissement secondaire) portée sur le Rib doit être identique à celle enregistrée auprès de l'Insee et celle déclarée en préfecture
- De l'ensemble des **pièces justificatives** requises pour une demande de subvention en version scannée (un document numérisé par type de document attendu) :
 - le budget prévisionnel de l'association
 - le plus récent rapport d'activité approuvé
 - les comptes annuels approuvés au dernier exercice clos et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes
 - le pouvoir donné au signataire du dossier, si ce dernier n'est pas le représentant légal de l'association

Créer votre compte association « lecompteasso »

- Allez sur <https://lecompteasso.associations.gouv.fr/login>
- Cliquez sur « Créez un compte »
- Validez la création en cliquant à nouveau sur « Créez ce compte »
- Cliquez sur le lien d'activation du compte reçu sur l'adresse de messagerie renseignée lors de la demande de création - Attention : le lien n'est valide que 24h
- Saisissez le numéro RNA (W en majuscule) ou le numéro de Siren de votre association
- Vérifiez que le numéro RNA ou Siren correspond bien à l'association et validez



PRÉFET DE LA GUYANE

Liberté
Égalité
Fraternité



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

Liberté
Égalité
Fraternité

FDVA
FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE

Si les informations ne correspondent pas à votre association, cochez « Non » et cliquez sur « Contactez l'assistance » (en haut à droite de l'écran). L'objet de votre courriel de demande d'assistance doit être « Numéro RNA ou Siret incorrect »

- Finalisez la création de votre compte en validant le certificat sur l'honneur

Vérifier et compléter les informations administratives de votre association

Cette étape permet de **compléter la fiche administrative** de l'association et d'ajouter les pièces justificatives qui seront nécessaires pour votre demande de subvention. Elle est obligatoire.

- Connectez-vous à votre compte association « lecompteasso »
- Cliquez sur le nom de l'association apparaissant dans le bandeau noir de la page d'accueil
- Accès aux informations administratives

Si certaines informations pré-saisies (concernant l'identité, l'adresse, les coordonnées, l'activité, la composition) ne sont pas correctes, cliquez sur « e-modification » pour modifier ces données via votre espace personnel sur le site <https://www.service-public.fr/associations>.

Les autres menus sont modifiables directement sur « lecompteasso ».

Vérifiez et complétez tous les menus du profil d'identité de l'association

- Identité
- Activités
- Composition
- Affiliation
- Personnes physiques : attribuer un ou plusieurs rôles dans « lecompteasso » aux personnes référencées et/ou ajouter de nouvelles personnes
- Agréments administratifs
- Moyens humains
- Coordonnées bancaires : télécharger le Rib de l'association
- Comptes de l'association : joindre impérativement le budget prévisionnel de l'année N-1 intégrant notamment toutes les subventions demandées auprès des pouvoirs publics dont celle qui fait l'objet de la demande
- Pour une première demande, joindre également les comptes approuvés du dernier exercice clos
- Documents : télécharger les documents nécessaires à joindre à toute demande de subvention (budget prévisionnel de l'année en cours, derniers comptes annuels approuvés...)

Pièces justificatives : La taille maximum acceptée est de 10 Mo par pièce.

Les formats acceptés sont : .doc, .docx, .xls, .xlsx, .odt, .ods, .jpg, .jpeg, .pdf, .zip.

Après enregistrement des documents, cliquez sur le logo pour charger le document. Le logo apparaît quand le document est chargé.

Rappel : après avoir créé votre compte et ajouté votre association dans « lecompteasso », vous devez :

- Prendre connaissance et mettre à jour les informations administratives de votre association et/ou de l'établissement



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FDVA

FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE

- Ensuite sélectionner dans le répertoire des subventions celles qui correspondent à votre demande
- Et enfin saisir et déposer votre demande de subvention



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FDVA
FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE

Annexe 3 Constitution du Cerfa

Un dossier trop succinct expose l'organisme demandeur à voir sa demande rejetée. Ce descriptif doit permettre d'apprecier le bien-fondé de la demande de subvention. À cet égard, une documentation utile peut être jointe au dossier.

Les précisions qui suivent faciliteront la constitution du dossier

1° – Concernant la présentation de l'association (correspondant aux fiches 1 à 4 pour le Cerfa)

Sous la rubrique « *Identification de l'association* » (fiche 1) : indiquer le numéro Siret (code Siren de 9 chiffres + 5 chiffres correspondant au code personnalisé de l'adresse du siège ou de l'établissement secondaire demandeur le cas échéant). Il est rappelé que ce numéro doit être mis à jour pour toute modification d'adresse ou de dénomination. Indiquer le numéro RNA (numéro du répertoire national des associations commençant par W), ou à défaut, celui du dernier récépissé délivré par la préfecture. Joindre un Rib. L'adresse du siège de l'association éligible au FDVA portée sur le Rib doit être identique à celle enregistrée auprès de l'Insee et déclarée en préfecture. Vous devez en effet être à jour de vos obligations déclaratives. L'adresse de l'établissement secondaire éligible portée sur le Rib doit correspondre à celle enregistrée auprès de l'Insee.

Sous la rubrique « *Moyens humains* » (fiche 4) : dans la case « *nombre de bénévoles* », préciser le nombre de bénévoles responsables (bénévoles impliqués régulièrement dans le projet associatif et exerçant leur activité avec une indéniable autonomie) par rapport au nombre total de bénévoles.

2° – Concernant le « *budget prévisionnel* » de l'association (fiche 5) : joindre impérativement le budget prévisionnel de l'année au titre de laquelle la demande est présentée, intégrant notamment toutes les subventions demandées auprès des pouvoirs publics dont celle qui fait l'objet de la demande. Pour une première demande, joindre également les comptes approuvés du dernier exercice clos.

3° – Concernant la description de « *l'objet de la demande* » (fiche 6), l'ensemble des rubriques doit être renseigné avec précision. Cocher la case précisant s'il s'agit d'une première demande ou d'un renouvellement.

Pour une demande de subvention au fonctionnement de l'association, une seule fiche « *objet de la demande* » dûment et précisément renseignée quant à l'objet de la demande au regard de l'ensemble des activités de l'association peut être suffisante le cas échéant, si toutes les rubriques sont détaillées avec soin pour justifier le besoin de financement.



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

FDVA

FONDS POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DE LA VIE
ASSOCIATIVE

Pour une demande de subvention à un projet ou une activité, établir autant de fiches 6 que d'actions présentées, dans la mesure où elles sont différentes.

4° – Concernant « le budget prévisionnel de l'action projetée » (fiche 6 pour le dossier Cerfa) et « les moyens matériels et humains » affectés par l'association, établir autant de fiches de budget prévisionnel que d'actions présentées le cas échéant.

Le budget prévisionnel de chaque action est établi en détaillant les modalités de répartition des charges indirectes dans les différentes catégories proposées, ainsi que les contributions volontaires en nature (notamment le bénévolat) affectées à la réalisation du projet.

Des sources de financement complémentaires pourront provenir d'autres ministères, des collectivités territoriales, d'autres organismes financeurs potentiels (organismes privés), de l'association elle-même (ainsi que des bénéficiaires de la formation le cas échéant).

Toutefois, le total des aides publiques ne peut dépasser 80 % du coût total de l'action. En cas de dépassement de ce taux, l'administration écrêtera automatiquement à 80 % le montant de l'aide financière octroyée dans le cadre du FDVA (par exemple, une association qui demande une subvention de 1 000 euros pour un projet de 1 000 euros se verra proposer au mieux 800 euros).

La partie restant à charge (20 % au moins) doit provenir de ressources propres ou internes de l'association ou de financements externes, mais privés, dons de particuliers (y compris en nature) et partenariats avec des entreprises (mécénat financier ou de compétences par exemple).

Le bénévolat est pris en compte dans le taux des ressources privées (internes et externes soit 20 %) dès lors qu'il aura fait l'objet en amont d'une valorisation réglementaire dans les documents comptables que produit l'association pour l'exercice écoulé. Son inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur les contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables dans ses documents comptables (cf. guide « La valorisation comptable du bénévolat » en ligne sur : www.associations.gouv.fr, rubrique documentation, ou encore cf. page 10 du Cerfa 51781). Sont inclus également les dons en nature privés qui ont fait l'objet d'une valorisation dans les documents comptables de l'association.

5° La fiche « Attestations » doit être renseignée, datée et signée accompagnée d'une délégation de signature le cas échéant, notamment pour la partie relative au montant total et cumulé d'aides publiques sur les trois derniers exercices.

La fiche 7 bis sera à compléter si besoin.

Les associations doivent déposer leur demande auprès du service Jeunesse, Engagement et Sport (SJES) de la DCJS-DGCOPPOP. Les associations et projets d'envergure interdépartementale ou régionale doivent également déposer leur demande auprès du SJES de la DCJS-DGCOPPOP et se reporter à la **note d'orientation préfectorale**.

Comment déposer une demande ?

Les demandes sont à déposer uniquement sur le [Compte Asso](#).

Les codes sont disponibles sur chaque note d'orientation.

Calendrier

Dépôt et transmission des demandes sur le Compte Asso :

- **FDVA /JEP : jusqu'au 08 mars 2026 17h00 heures (heures de Guyane)**

Informations et accompagnement

La mission d'accompagnement de la vie associative organisera des réunions d'information aux mois de janvier et de février 2026 :

- 2 webinaires (SJES)

- 4 réunions en présentiel sur les communes de CAYENNE - SAINT-LAURENT DU MARONI, SINNAMARY et SAINT-GEORGES

Formulaire d'inscription session d'information FDVA/FONJEP

Un mail de confirmation avec les informations pratiques vous seront adressés au moins une semaine avant la date retenue.

Contacts

SJES_DCJS_DGCOPPOP: fdva@guyane.gouv.fr